

[Enquête] Ces militaires burundais qui désertent en mission à l'étranger

RFI, 18 août 2016 Ce sont de jeunes soldats. Ils sont Burundais et ils ont choisi de ne pas rentrer chez eux au terme de leur mission à l'étranger. Leur raison : ils craignent la répression qui s'abat au Burundi sur les militaires suspects d'être proches de l'opposition et qui cible en particulier les jeunes officiers tutsis, selon plusieurs rapports d'ONG et des Nations unies. Selon les informations recueillies par RFI, ils sont au moins 14 dans ce cas, dont des policiers et des officiers supérieurs.

Thomas* est un jeune militaire burundais en mission dans la Corne de l'Afrique. Il a décidé de désobéir à ses supérieurs et de ne pas rentrer au pays en raison de la répression qui y sévit : « Toutes les arrestations arbitraires, ces tortures, ces exécutions extrajudiciaires sont effectuées conjointement par les services de renseignement et la milice Imbonerakure, [la ligue des jeunes du parti au pouvoir, ndlr]. Ils se sont octroyé le pouvoir d'arrêter les militaires burundais, surtout ceux de la minorité tutsie et les jeunes officiers. Ils s'en prennent à leurs familles les arrêtent, les insultent, les torturent et parfois ils les tuent. » Selon plusieurs rapports d'ONG, les officiers tutsis sont particulièrement ciblés par la répression. Le 12 août 2016, le comité des Nations unies contre la torture s'est dit « alarmé » par les informations concordantes faisant état d'assassinats et disparitions forcées d'officiers des anciennes Forces armées burundaises, ex-FAB, l'ancienne armée dominée par la minorité tutsie. Des informations corroborées par plusieurs rapports du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme depuis quelques mois. Rivalité « Il faut prendre en compte la rivalité entre les différentes factions de l'armée pour comprendre le phénomène », explique Anschaire Nikoyagize, président de la ligue Iteka, une ONG burundaise de défense des droits de l'homme. « Il y a une volonté d'ethniciser le conflit, mais la crise est avant tout politique. Elle porte sur le troisième mandat prévu par le président en 2015 », ajoute-t-il. Pour certains observateurs, cette tendance pourrait constituer une atteinte à l'équilibre ethnique au sein de l'armée consacrée par les accords d'Arusha à la fin de la guerre civile. Thomas et trois de ses camarades affirment avoir trouvé leurs noms sur une liste de militaires à surveiller qui circule sur les réseaux sociaux et avoir reçu des menaces de la part de leurs collègues. Ils prennent alors la décision de désobéir : « Nous avons eu peur d'être arrêtés comme ça à l'étranger le cas d'un militaire à l'étranger rapport de Bujumbura alors qu'il rentrait en Centrafrique, il y a quelques jours », explique-t-il. Plusieurs défections Ils ne sont pas seuls : dans un autre pays d'Afrique, deux soldats ont demandé l'asile, selon une source officielle. Par ailleurs, au moins deux policiers ne sont pas revenus au terme de leur mission en Centrafrique et en Europe, deux jeunes qui suivaient les cours d'une école militaire ont fait défection. Sur un autre continent, trois de plus ont décidé de ne pas rentrer, car ils craignent pour leur sécurité. Certains ont entamé des démarches pour demander l'asile politique. Combien d'autres se cachent ? Selon une source onusienne, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) se prépare actuellement à une multiplication des demandes d'asile de militaires burundais. Joint par RFI, le colonel Gaspard Baratuza, porte-parole de l'armée burundaise, affirme être au courant de certains de ces cas. Mais il dit ne pas comprendre les motivations de ces soldats. « S'ils ont été manipulés et font maintenant de la politique, alors je m'en lave les mains », dit-il. M. Baratuza ajoute qu'il ignore également les raisons qui ont poussé son prédécesseur, le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza à présenter sa démission puis de prendre le chemin de l'exil lorsque s'est achevé son mandat comme porte-parole de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca). De bonne source, ce dernier craignait pour sa vie s'il venait à rentrer. Aujourd'hui, Thomas et ses camarades se cachent et lancent un appel à l'aide : « que quelqu'un vienne nous soutenir ». *Le prénom a été modifié à la demande du témoin pour préserver sa sécurité.